

Réf.	2023	II	08
------	------	----	----

Date de Convocation	Date d'affichage	Nombre de Conseillers		
21/06/2023	21/06/2023	En exercice 27	Présents 18	Votants 24

L'an deux mille vingt-trois le vingt-huit juin, le Conseil municipal légalement convoqué s'est réuni au 42 grande rue « salle du Chapitre » de Breuillet en séance publique sous la présidence de Mme Véronique MAYEUR, Maire de Breuillet.

**Etaient présents** : Mmes BRUNEAU, BRUNEL, DEHARVENGT, JACQUEMIN, KELEHER, LALEUF, RICHARD, SAUVAN, TANGUY MM. AFONSO, KUTNERIAN, LECRON, MAHE, PICARD, ROUCHY, TREMBLE, VIVIER.

**Etaient absents** : Mmes COCHET (pouvoir Mme JACQUEMIN), METIVIER, PEREZ (pouvoir à Mme BRUNEL), THOMAS (pouvoir M. ROUCHY) MM. FAUSTINO, GALLAIS (pouvoir à M. TREMBLE), MONTEIRO, POULAIN (pouvoir à M. LECRON), SPROTTI (pouvoir à Mme MAYEUR).

Mme SAUVAN a été élue secrétaire.

**OBJET : RETROCESSION ET CLASSEMENT DANS LE DOMAINE PUBLIC DE 37.25 M<sup>2</sup> RETIRE DES PARCELLES MERES AV 284 ET 285 DES PARCELLES APPARTENANT A M. RAVET POUR L'ELARGISSEMENT DE LA VOIRIE RD116**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2121-7 à L.2121-34 relatifs au fonctionnement du Conseil Municipal et l'article L.2122-21 relatif aux attributions du Maire exercées au nom de la commune.

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le code de la voirie routière, notamment l'article L141-3,

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modifiée,

Vu la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu la loi n°82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n°82.623 du 22 juillet 1982,

Vu la loi n°83.8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les Régions et l'Etat,

Vu la délibération du 18 décembre 2013, approuvant le Plan Local d'Urbanisme,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 30 avril 2014 prenant en compte les remarques émises par M. le préfet,

Vu l'approbation de la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme par délibération du Conseil municipal en date du 24 juin 2015,

Vu l'approbation de la modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme par délibération du Conseil municipal en date du 13 novembre 2016,

Vu l'approbation de la modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme par délibération du Conseil municipal en date du 19 décembre 2018,

Vu la délibération 2021 II 02 du 24 mars 2021 prescrivant la révision générale du PLU,

Vu la délibération 2021 II 02 du 24 mars 2021 prescrivant la révision générale du PLU,

Vu la délibération 2022 II 06 du 29 juin 2022 donnant acte de la tenue d'un débat sur le Plan d'Aménagement et de Développement Durable.

Considérant la nécessité d'acquérir du foncier pour élargir une partie de la RD 116 permettant l'élargissement de la voie et la réalisation d'un aménagement « tourne-à-gauche » facilitant l'accès au parc du Colombier et sécurisant l'accès piéton sur le site.

Vu l'avis favorable de la Commission Finances et Affaires générales en date du 12 juin 2023,

Vu l'avis favorable de la Commission Aménagement de la ville et commerce de proximité en date du 14 juin 2023.

Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de François LECRON, Adjoint au Maire et après en avoir délibéré à l'unanimité.

APPROUVE la rétrocession des parcelles cadastrées d'une superficie totale de 37.25 m<sup>2</sup> appartenant à M. RAVET Bruno pour un montant de 5 600 euros HT accordé par ce dernier dans son courrier (annexé à la délibération), soit 150,34 euros le m<sup>2</sup> au profit de la commune de Breuillet.

CLASSE, après rétrocession, lesdites parcelles mentionnées ci-dessus, dans le domaine public communal.

DIT que les frais de notaire seront à la charge de la commune.

AUTORISE Madame le Maire, ou ses représentants, à signer tous documents se rapportant à ce dossier et à engager toutes les démarches relatives à ce dossier.

DIT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

Mme Le Maire

Véronique MAYEUR

Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h54

REÇU EN PREFECTURE

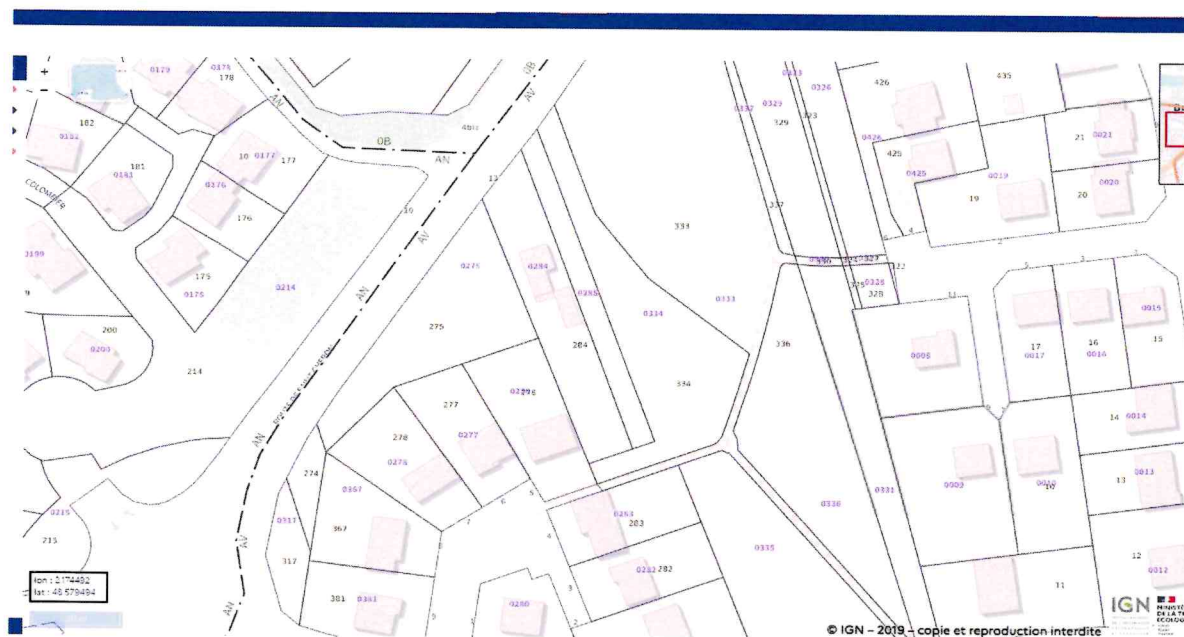
le 04/07/2023

Application agréée E-legalite.com

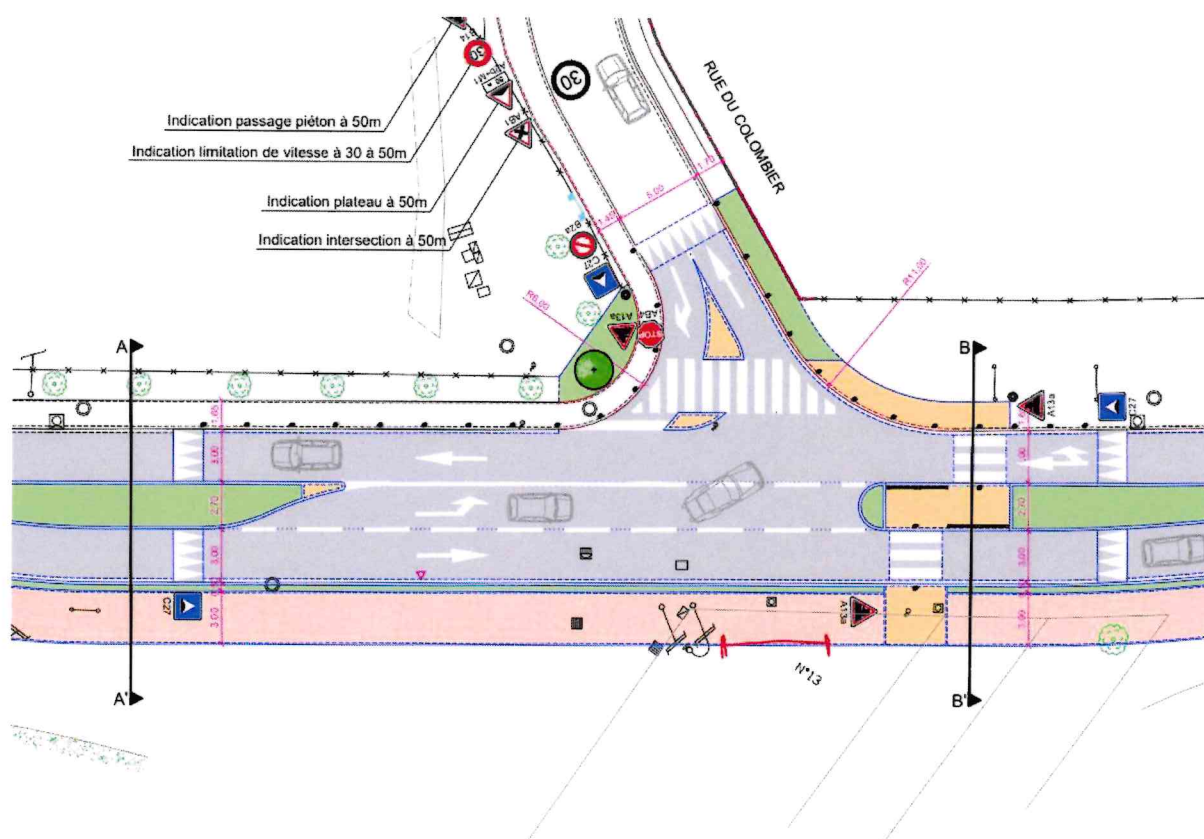
99\_DE-091-219101052-20230628-2023II08-DE

## ANNEXES

### Annexe 1 : plan cadastrale



### Annexe 2 : Plan de l'aménagement du tourne à gauche du parc du colombier

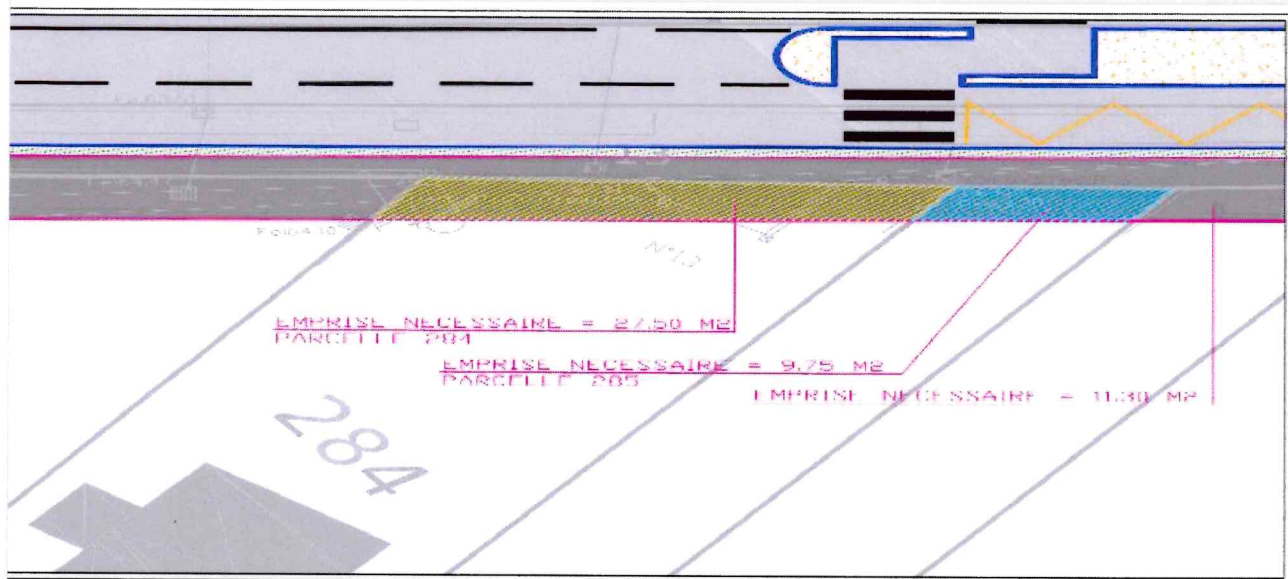


Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h54

REÇU EN PREFECTURE  
le 04/07/2023

Application agréée E-legalite.com

99\_DE-091-219101052-20230628-2023II08-DE



Mis en ligne le 04/07/2023 à 15h54

**REÇU EN PREFECTURE**  
le 04/07/2023

Application agréée E-legalite.com

99\_DE-091-219101052-20230628-2023II08-DE